

## AKTUELL

GREENPEACE CONTRE SOTEL

# La ligne jaune

Raymond Klein

**Une ligne de haute tension, destinée à importer de l'électricité nucléaire, traverse des zones de protection et longe les habitations. Greenpeace met la pression sur les décideurs économiques et politiques.**

Bafouer les lois de son propre pays, abuser des lacunes juridiques aux dépens du pays voisin, ce n'est pas pour rien que Greenpeace reproche un « comportement voyou » à la société Sotel. Celle-ci, contrôlée par Arcelor-Mittal, est en train de construire une ligne de haute tension de 225 kilovolt traversant le Sud-Ouest du Luxembourg et reliant les hauts-fourneaux électriques aux réseaux français et belge. Depuis 2005, Greenpeace a bataillé contre ce projet, perçu comme contraire au consensus anti-nucléaire luxembourgeois. Pour des raisons tactiques, l'ONG a cependant cru bon de mettre en avant l'aspect protection de la nature : la ligne en question traverse en effet des zones « Natura 2000 », notamment des habitats du pic noir.

Après avoir adapté son projet, notamment en prévoyant un enfouissement des câbles, Sotel avait obtenu une autorisation du ministre de l'environnement en 2008. Loin d'abandonner la partie, Greenpeace vient de trouver un nouveau bâton à mettre dans le rouleau compresseur : la ligne passerait trop près des habitations. En effet, les câbles de haute tension, même sous terre, produisent un rayonnement électromagnétique. Or, contrairement à la commune de Differdange, qui a donné une autorisation « illégale » aux yeux de Greenpeace, les communes de Sanem et d'Esch-sur-Alzette semblent décidées à bloquer les travaux de construction.

Enfin, du côté français, plusieurs maisons d'habitations de Rédange sont également affectées par les rayonnements de la ligne qui passe le long de la frontière. L'association « Empreinte positive », initiative environnementale locale, évoque dans un communiqué le « vent de fronde » qui passe à Rédange en réaction à la désinformation de la part de Sotel. Certes, l'enquête publique côté français qu'elle exige se situe dans la zone grise juridique des projets à effets transfrontaliers. Mais ce serait la moindre des choses qu'un projet d'une société du « centre de la Grande Région » donne lieu à une

consultation préalable de la population française concernée.

Mais Sotel ne semble respecter ni les humains, ni la nature : Greenpeace a en effet constaté que les travaux de déboisement en zone « Natura 2000 » n'ont pas respecté les exigences de l'autorisation ministérielle. En réponse à une question parlementaire de Henri Kox, le ministre du développement durable Claude Wiseler confirme cette infraction, mais la qualifie de « mineure ». Par ailleurs, ce « débroussaillage » correspondrait à des « mesures de gestion écologiques » et aurait permis la réapparition de la listère ovale, une espèce d'orchidées protégée. Plus on détruit, semble vouloir dire le ministre, plus on contribue à la biodiversité ...

Greenpeace a par ailleurs révélé que la connexion au réseau nucléaire français n'est pas seulement un projet d'une industrie à la recherche du seul profit : une des deux gaines de câble est destinée à Creos, la société de gestion soi-disant semi-publique dans laquelle devrait se fondre le réseau de la ville de Luxembourg. En réponse à une seconde question parlementaire, le ministre de l'économie Jeannot Krecké suggère que cela permettrait de connecter le Luxembourg à des parcs d'éoliennes offshore. Roger Spautz de Greenpeace est sceptique : « Nous attendons qu'on présente des projets concrets, qu'on formule enfin une stratégie pour les énergies renouvelables. »

La réponse ministérielle indique en tout cas que la nouvelle ligne servira moins à importer du courant vert qu'à « réduire le coût de l'énergie pour la compétitivité de l'économie nationale ». Le ministre s'appuie en cela sur la décision de la tripartite de 2006 de connecter le Luxembourg aux réseaux des trois pays alentours - bel exemple d'un compromis entre patrons et syndicats aux frais de l'environnement.

## SHORT NEWS

## Octavie dialogue... sourdement

La ministre de la culture n'est toujours pas sortie de la ligne de mire. Après le lynchage public autant de sa personne que de sa politique par Guy Rewenig, c'est le parti libéral qui l'harcèle, et même la nomination de Bob Krieps - fils de l'ancien ministre de la culture socialiste Robert Krieps - à la tête de son ministère ne semble pas avoir apaisé les esprits. Tout au contraire même, puisque le reproche reste identique : le manque voire l'absence de dialogue du ministère de la culture. Cette fois, c'est la fusion entre l'orchestre philharmonique (OPL) et la Philharmonie qui fait débat. En effet, des rumeurs circulaient depuis un certain temps que le ministère prévoyait d'unir les deux en une seule structure juridique. Pour étudier la question, il avait fait appel à deux experts étrangers qui viennent de remettre leur rapport, que Modert suit à la lettre. Malheureusement, elle a omis de passer par le parlement et surtout par le DP qui avait demandé en date du 15 juin qu'elle vienne s'expliquer devant la commission de la culture. Une requête restée lettre morte, ce qui a provoqué l'ire des libéraux qui redemandent la venue de la ministre en commission la semaine prochaine. On se demande juste à quoi cela servira, puisque les décisions sont prises.

## Taub, blind und automobil

Was vom Mouvement écologique eingeladenen Raumplaner seit Jahrzehnten und Regierungsdokumente seit der Erstellung des IVL predigen, stellt jetzt eine Studie des Ceps, des Centre d'études de populations, de pauvreté et de politiques socio-économiques fest: Voraussetzung für einen Umstieg der Menschen auf die öffentlichen Verkehrsmittel ist eine entsprechende räumliche Planung von Wohn-, Gewerbe-, Einkaufs- und Freizeitzone. Das unter [www.ceps.lu](http://www.ceps.lu) zugängliche Dokument „Les transports en commun au Luxembourg en 2006-2007“ untersucht das Angebot des öffentlichen Verkehrsnetzes unter räumlichen und zeitlichen Gesichtspunkten. Obwohl schätzungsweise zwei Drittel der Wohnungen und drei Viertel der Arbeitsplätze bedient werden, wird auf die Versorgungsprobleme hingewiesen, die sich aus „penalisierenden“ Urbansierungsformen ergeben. Der ländliche Raum ist außerhalb der Spitzenstunden schlecht angebunden - auf die Rufbusse, die hierfür eine Lösung darstellen, geht die Studie nicht ein. Über das Angebot hinaus sei jedoch auch die Attraktivität der ÖV im Vergleich mit dem Auto entscheidend, so der Autor Sylvain Klein, der zu diesem Aspekt eine zweite Studie ankündigt.

## Retour vers un Etat de non-droit

Comme chaque année, les vacances estivales inaugurent de bien tristes départs. Par voie de communiqué de presse, le ministère de l'immigration a fait savoir ce mercredi qu'il avait procédé au « rapatriement » de huit demandeurs d'asile vers le Kosovo. L'Association de soutien aux travailleurs immigrés (Asti) s'était déjà émue du sort réservé initialement à quatre familles internées au centre Aïda de l'aéroport. Au-delà de l'expulsion pure et simple, l'Asti affirme que ce centre est dépourvu de toute base légale et déclare que « la privation de liberté est un acte grave pour lequel un Etat de droit doit créer un cadre juridique ». Le ministère dément quant à lui cette accusation, affirmant se baser sur la loi sur la libre circulation des personnes. Finalement, « seules » huit des seize personnes incarcérées au centre Aïda ont été expulsées, les autres pouvant rester jusqu'à ce que le tribunal ait pu statuer sur le fond du dossier. Le plus étonnant, c'est que le gouvernement ne semble pas se soucier de la situation des droits de l'Homme et surtout de celle des minorités ethniques dans ce Kosovo gangrené par les clans mafieux liés à l'UCK aux commandes. En effet, les familles en question sont d'origine serbe et bosniaque, ce qui constitue actuellement une raison suffisante pour ne pas se sentir « à l'aise » au Kosovo.